



PRÉFET DU PAS DE CALAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ PREFECTORAL PORTANT RENOUELEMENT D'AUTORISATION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC DE L'ETAT**

MONSIEUR PIERRE DEZECACHE

CANALISATION D'EAU POTABLE EN RIVE GAUCHE DE LA RIVIERE NEUVE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques en particulier les articles L.2122-1 à 3, L.2125-1 à 6 et R.2122-1 à 7, R.2125-1 à 6 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 1993 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat au bénéfice de M. Pierre DEZECACHE ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2008 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat au bénéfice de M. Pierre DEZECACHE ;

VU la demande de renouvellement du 10 janvier 2018 d'occupation du domaine public fluvial par laquelle M. Pierre DEZECACHE a demandé le renouvellement d'une autorisation d'occupation pour permettre d'installer dans les dépendances du Domaine Public, le long de rive gauche de la Rivière Neuve au lieudit « L'Ecluse Carrée », une canalisation d'eau potable sur la commune de HAMES BOUCRES ;

VU la décision de M. Directeur Départemental des Finances Publiques du Pas-de-Calais fixant les conditions financières de l'autorisation en date du 2 février 2018 ;

VU le courrier de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais adressant le projet d'arrêté Monsieur Pierre DEZECACHE dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L.121-1 du Code des Relations entre le public et l'administration, en date du 28 mars 2018 ;

VU l'absence de réponse du pétitionnaire sur le projet d'arrêté transmis ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION

Monsieur Pierre DEZECACHE, demeurant 982 Route de Guines à HAMES BOUCRES (62340) est autorisé à occuper temporairement le domaine public fluvial, par une canalisation d'adduction d'eau potable souterraine, le long de la rive gauche de la Rivière Neuve sur une longueur de 100 m et à une profondeur de 0,80 m environ sur la commune de HAMES BOUCRES, localisé sur le plan ci-joint.

ARTICLE 2 : DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée pour une durée de cinq (5) ans avec effet rétroactif à compter du 15 octobre 2016. L'autorisation cessera de plein droit au 14 octobre 2021, si son renouvellement n'est pas sollicité par écrit avant la date d'expiration.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Le pétitionnaire paie d'avance, à la Direction Départementale des Finances Publiques, une redevance annuelle fixé à CENT SOIXANTE DIX EUROS (170 €) payable à réception de l'avis de paiement. Cette redevance est révisable à tout moment au gré de l'administration.

En cas de retard dans le paiement, les intérêts au taux en matière domaniale courent de plein droit au profit du Trésor, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard, les fractions de mois devant être négligées et le décompte se faisant de date à date et non par mois de calendrier.

ARTICLE 4 – ENTRETIEN ET RESPONSABILITE

L'ouvrage est entretenu en bon état et maintenu conforme aux conditions de l'autorisation, aux frais, risques et périls du pétitionnaire qui est responsable de tous les dommages que cet ouvrage puisse entraîner, aux tiers ou au domaine public fluvial pour quelque motif que ce soit. Les abords immédiats de l'emplacement où se situe l'ouvrage doivent être maintenus en parfait état de propreté et un libre accès de la berge, sur toute sa largeur, devra être laissé aux engins lourds utilisés pour le curage.

Le permissionnaire s'engage à supporter les frais de toutes modifications de son installation résultant de l'exécution des travaux d'entretien ou d'aménagement. Il s'engage à supporter toutes conséquences de quelque nature que ce soit de ces travaux, sans pouvoir mettre en cause l'Etat, ni élever de ce chef aucune réclamation, ou demander aucune indemnité sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DE LA DESTINATION DE L'OUVRAGE

L'ouvrage visé par le présent arrêté ne peut être affecté à une destination autre que celle pour laquelle il est autorisé. Toute modification dans leur conception est régulièrement déclarée et l'exécution des travaux conditionnée par l'obtention de l'autorisation correspondante.

ARTICLE 6 – PRECARITE DE L'AUTORISATION

Le présent acte ne confère pas de droits réels. L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité à la première réquisition de l'administration.

L'autorisation peut être révoquée, soit à la demande de la Direction Départementale des Finances Publiques en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer en cas d'inexécution des autres conditions, sans préjudice s'il y a lieu, de poursuites à exercer pour contravention de grande voirie.

L'autorisation est personnelle. Elle ne peut faire l'objet d'aucune cession ou transmission à titre gratuit ou onéreux.

ARTICLE 7 – REMISE EN ETAT DES LIEUX

En cas de révocation de l'autorisation comme en cas de non renouvellement de celle-ci à l'époque fixée de son expiration, le pétitionnaire doit remettre les lieux dans leur état naturel dans le délai qui lui est imparti par l'administration, faute de quoi il y sera pourvu d'office et à ses frais par les soins de l'administration.

L'administration pourra cependant, si cela est jugé utile, accepter le maintien partiel ou total des installations. Le permissionnaire devra dans ce cas faire abandon à l'Etat des installations concernées.

ARTICLE 8 : RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits de tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : IMPOTS

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit seul supporter la charge de tous les impôts et notamment de l'impôt foncier, auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature qui seraient exploitées en vertu du présent arrêté. Il fait en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

ARTICLE 10 – CONTROLE DES INSTALLATIONS

Les agents du service public doivent avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du domaine public fluvial. Le pétitionnaire doit, sur leur réquisition, permettre aux agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer chargés de contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification utiles pour constater l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 – PUBLICITE

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais. Un exemplaire sera mis à la disposition du public sur le site internet de la Préfecture.

ARTICLE 12 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Dans ce même délai, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet du Pas-de-Calais. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du Code de Justice Administrative. Cette décision implicite de rejet peut elle-même faire d'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans les deux mois suivants.

ARTICLE 13 - PUBLICATION ET EXÉCUTION DE L'AUTORISATION

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques du Pas-de-Calais sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre DEZECACHE et dont copie sera adressée aux personnes ci-dessous mentionnées :

- M. le Sous Préfet de CALAIS
- M. le Maire de HAMES BOUCRES
- M. le Directeur Départemental des Finances Publiques (France Domaine)
- Dossier DDTM

ARRAS, le 23 AVR. 2018

Pour le Préfet et par Délégation

p/o Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer



Elise RÉGNIER

P.J. : Plan localisant l'occupation

PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS

*Direction Départementale des
territoires et de la mer*

**Occupation Domaine Public Fluvial
Canalisation d'eau potable le long de la
rivière neuve
Commune de HAMES BOUCRES
M. Pierre DEZECACHE**

Plan de situation



